



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

20/04/2024

Rapport Bureau National 20 avril 2024

Avant de commencer ce Bureau National c'est à Christophe Ricerchi récemment décédé que nous devons rendre hommage. Je rappelle que Christophe qui fut un membre fondateur du parti a joué à sa direction un rôle actif dans ses premiers pas. Il fut candidat du parti à l'élection présidentielle en 2012. La maladie l'a éloigné de l'activité militante mais membre du parti, il prenait du temps pour s'informer et discuter de sa politique. Nous adressons aux siens toutes nos condoléances et nous perdons un camarade et un ami.

La situation à un mois des élections européennes qui je le rappelle auront lieu le 9 juin, est marquée au plan intérieur par l'accélération de la politique anti-sociale et de répression du pouvoir dans un contexte d'approfondissement de la crise du système capitaliste mondial avec une montée sensible des affrontements au sein de l'impérialiste. La guerre en Ukraine, la guerre coloniale contre le peuple palestinien, le conflit Iran Israël, les nouvelles tensions en mer de Chine, dans lesquels sont impliquées les grandes puissances impérialistes, sans compter les conflits régionaux, commerciaux, les cyberattaques et le renforcement de la course aux armements dessinent un monde où les dangers de guerre généralisée se précisent.

Nous avons, lors de notre initiative anti-impérialiste du 23 mars, présenté notre analyse de cette situation et de nos positions et pointé la responsabilité du système capitaliste¹. Nous ne reviendrons pas en détail sur ce point. L'évolution de la situation confirme nos analyses et c'est sur ces bases que semaine après semaine, nous nous attachons à expliciter les événements et à nous positionner.

Cette initiative qui a succédé à deux initiatives régionales a été un succès à la fois dans la participation et dans le contenu du débat. Nous devons mesurer ce que signifie pour notre parti et la construction du parti révolutionnaire que nous avons engagé en 2002 la place que nous prenons dans l'émergence d'une orientation marxiste-léniniste sur les questions de l'impérialisme. C'est en construisant et en affirmant pas à pas un ensemble idéologique cohérent et en le mettant en mouvement dans l'action que nous progresserons et nous renforcerons le parti. Nous allons continuer dans cette voie et la campagne pour l'élection européenne en sera une étape.

La concurrence exacerbée qui caractérise les rapports entre les monopoles à l'échelle régionale et mondiale conduit dans tous les pays et c'est vrai dans l'Union Européenne à une concurrence acharnée pour faire baisser le coût de la force de travail, accroître les aides au capital et par conséquent à des attaques de plus en plus violentes contre les conquêtes sociales et démocratiques, résultats historiques de la lutte des classes.

C'est cette réalité que vivent les travailleurs en France quand le gouvernement s'attaque aux droits des chômeurs, aux allocataires du RSA, rackette les assurés sociaux en augmentant les restes à charge, rogne dans les budgets, tout particulièrement sociaux : ceux de l'armée et de la police ne sont pas touchés au contraire, pour trouver les dizaines de milliards visant à résorber une dette creusée par les cadeaux au capital et qu'il entend faire payer aux salariés. Dans la même veine, le pouvoir s'attaque à la sécurité sociale et remet en cause fondamentalement le statut de la fonction publique. Il s'attaque à l'école, à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Après 3 mois de fallacieuses négociations sur le « *pacte de la vie au travail* » portant sur les conditions d'emploi des seniors, acceptant ainsi le recul de l'âge de la retraite à 64 ans par le gouvernement, syndicats et patronat ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le CDI senior au rabais, rebaptisé « *contrat de revalorisation de*

¹<https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/2715-23-mars-2024-combattre-ensemble-limperialisme>

l'expérience » une idée du Medef et de la CPME pour créer un nouveau type de contrat à destination des plus de 60 ans, le salarié nouvellement embauché pouvant être licencié. Concernant les salariés en reconversion, seniors ou pas, ces derniers pouvaient bénéficier d'indemnité de licenciement ou de départ ainsi que d'un accompagnement de leur entreprise à l'issue de leur reconversion, le texte patronal souhaitait qu'ils soient tout simplement considérés comme démissionnaires ! En fait il s'agissait de pousser les salariés vers la sortie à moindre coût. L'échec des négociations sur l'emploi des seniors invalide également l'accord autour de la convention d'assurance chômage de novembre 2023 signé par la CFDT, FO et la CFTC qui avaient trouvé un accord avec le patronat. Les salariés de plus de 55 ans ont droit à une durée d'indemnisation chômage plus longue que les autres, un décret dit de « *jointure* » avait prolongé les anciennes règles jusqu'au 30 juin 2024 et passera à 57 ans au lieu de 55. (16 % des personnes âgées de 55 à 69 ans ne sont ni en emploi, ni à la retraite).

Le gouvernement a les mains libres à la fois sur ce dossier et sur celui de l'assurance chômage.

Gabriel Attal ne le cache pas, accord ou pas, il avait déjà demandé à sa ministre du Travail de préparer une lettre de cadrage contenant les « *paramètres* » de la prochaine réforme de l'assurance chômage. Il souhaite la présenter aux syndicats et au patronat, d'ici à l'été, pour que la réforme soit en vigueur « *dès l'automne* ». Le gouvernement poursuit l'objectif de Macron, en 2017, de placer l'Unédic sous contrôle et sous financement de l'État. Et de mettre ainsi fin à un acquis capital du syndicalisme d'après guerre. Mais aussi mettre la main sur les 20,6 milliards d'euros d'excédents que prévoit de dégager l'Unedic sur la période 2024-2027 et les réserves de financement de l'Agirc-Arrco s'élevant à 68,9 milliards d'euro.

Face à toutes ses attaques notre mot d'ordre est clair : Il faut rompre avec la passivité et l'illusion qu'il est possible de gagner par le « dialogue »

Le ministre Stanislas Guerini a convié, mardi, les syndicats pour discuter d'une réforme qui supprimera à terme le statut des fonctionnaires, une future réforme au titre lourd de sous-entendus « *l'efficacité de la fonction publique* ». Une nouvelle étape dans la casse du statut de fonctionnaire. En cinq ans les lois ont déjà imposé la transformation de la fonction publique, l'allongement du temps de travail et la fusion des grands corps de l'État. Un nouveau traitement de choc menace les agents du service public : la possibilité de licencier et le salaire au mérite évoqués à de multiples reprises par le ministre sont officiellement mises sur la table, mais rien en matière de dégel du point d'indice ou de revalorisations salariales. Le gouvernement trace sa route.

Les syndicats regrettent que la préparation de la prochaine réforme se fasse sous la forme d'une simple concertation, plutôt que d'une négociation ! Une prochaine réunion est prévue le 14 mai où le *ministre imposera son projet*. Ce *dialogue social* agit toujours dans le sens d'une régression sociale et désarme les travailleurs, c'est une trahison. Il y a urgence à imposer une autre orientation sur le terrain de la lutte des classes !

La colère et les attentes sont là et doivent grandir, être structurées pour imposer les revendications en se battant ensemble, unis, sur les salaires mais aussi contre l'offensive autoritaire du gouvernement contre les massacres à Gaza et en Cisjordanie. Aucune négociation n'est en mesure de les arracher sans lutte.

Macron : la logique de la guerre impérialiste

Emmanuel Macron a posé jeudi la première pierre d'une usine de production de poudre propulsive pour les obus à Bergerac (Dordogne), symbole de "*l'économie de guerre*" qu'il appelle de ses vœux pour répondre plus vite aux besoins de l'Ukraine. Le chef de l'État, accompagné des ministres de l'Économie B. Le Maire et des Armées Sébastien Lecornu, rencontrera les dirigeants de l'industrie française de l'armement. Emmanuel Macron exhorte les industriels de défense français à accélérer le passage au "*mode économie de guerre*" et son corollaire, le réarmement. L'économie de guerre, c'est produire "*plus et plus rapidement*".

Répondant à la forte demande suscitée par la guerre en Ukraine, Eurengo va investir près de 500 millions d'euros entre 2024 et 2026 pour multiplier par dix sa production de poudres de gros calibre !

Le développement de la guerre impérialiste sur le territoire de l'Ukraine est dans sa troisième année. Cette période est marquée par une escalade dans les politiques de réarmement, de préparation des populations à une extension du conflit, à une militarisation des activités économiques et aux restrictions des libertés.

La guerre est un moyen pour les capitalistes de remonter les taux de profits au détriment, bien entendu, du salariat. Macron, en fondé de pouvoir des intérêts capitalistes impose un fardeau de plus de 400 milliards à la nation pour accroître les budgets militaires et quand il affirme la nécessité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine Il prépare les esprits à un engagement plus avancé de la France dans la guerre impérialiste !

Il n'y a pas d'aménagement possible entre exploiters et exploités

Un Haut conseil des rémunérations, de l'emploi et de la productivité a été lancé fin mars pour trouver des solutions, regroupant partenaires sociaux, représentants d'administrations et experts. Le Premier ministre, veut réformer le système dès le prochain projet de loi de finances et Le Maire est à la manœuvre pour « *transférer cinq points de cotisations ou de contributions acquittées par les salariés, soit près de 60 milliards d'euros* » sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Un mécanisme nommé « *TVA sociale* » en œuvre depuis quarante ans car les serviteurs du capital ont fait le choix des baisses de cotisations sur les salaires. Il faut pourtant rappeler que les cotisations sociales sont du salaire socialisé. Salaire qui est redistribué aux salariés sous forme de droits (retraite, assurance maladie, chômage, accident du travail, etc.). *Diminuer les cotisations sociales, c'est diminuer le salaire total versé aux travailleurs.*

Derrière la proposition de Bruno Le Maire se trouve la question du financement de la Sécurité sociale. Du fait des exonérations et autres allègements de cotisations, la part représentée par les taxes et les impôts dans le financement de la protection sociale est passée de moins de 5 % en 1990, à près de 40 % en 2021. La part des ménages dans le financement y est devenue majoritaire. Les allègements de cotisations *n'ont pas entraîné de création d'emploi. De plus, transférer des cotisations vers la TVA -impôt le plus inégalitaire- déclencherait une augmentation des prix.*

Cette nouvelle inflation toucherait l'ensemble de la population, y compris les bénéficiaires de revenus de remplacement, c'est-à-dire les franges les plus pauvres de la population, et les retraités.

Même la Cour des comptes est dubitative. Dans un rapport publié en décembre 2022, elle y indique « *qu'augmenter la TVA, afin de baisser les prélèvements pesant sur le travail, n'apparaît pas opportun dans le contexte actuel français* ».

Coupes budgétaires, casse des services publics : l'heure est à la lutte

Qu'il s'agisse de compétitivité, d'inégalités ou de financement de la Sécu, la TVA sociale proposée par B. Le Maire, la détermination du gouvernement est de s'attaquer à nos conditions de vie, de travail et à notre accès à la santé, casse de l'hôpital public, de l'éducation, la privatisation du système de santé et d'éducation, de formation pour faire des économies.

Un projet toxique et mortel contre lequel il faut construire une réponse à la hauteur de l'attaque et non par le dialogue *social*. Il est urgent de changer le rapport de force, les mobilisations se multiplient, il faut articuler les luttes pour, les services publics, les mobilisations contre la vie chère avec celles pour les salaires et le refus des offensives autoritaires.

Cette société ne peut pas générer le progrès pour tous, répondre aux besoins des peuples. Il faut la dégager de l'emprise totale du capital et pour cela lutter de plus en plus fort, partout et tous ensemble jusqu'à créer un autre rapport de forces pour qu'enfin les richesses reviennent à ceux qui les ont produites. Ces luttes, nous les inscrivons dans la perspective d'arracher les moyens de production et d'échanges au capital pour que les fruits du travail bénéficient enfin au peuple.

Les capitalistes coûtent cher en cadeaux et en fraudes et les entreprises sont les assistées :

- * la fraude fiscale des possédants c'est entre 80 et 100 milliards.
- * la fraude aux cotisations sociales des employeurs est estimée entre 6,8 et 8,4 milliards d'euros.
- * les exonérations, allègements en faveur des entreprises s'élevaient à 74,9 milliards en 2022.

Mais le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « *compétitivité* » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités....

Le Medef veut une Europe "plus agile" sur le plan économique

À l'approche du renouvellement du Parlement de Strasbourg, le Medef a donné sa feuille de route ce le 9 avril 2024 en rendant publiques 30 propositions "pour une Europe qui entreprend.

Il appelle à une réindustrialisation de l'U.E : investir 584 milliards d'euros dans les réseaux électriques, créer un fonds souverain européen au service des technologies stratégiques (deeptech, biotech, pharmacie, industrie verte). 10% du budget de l'U.E. Établir un plan de soutien massif à l'industrie européenne de défense, financé par un emprunt de 100 milliards d'euros. Il demande de soutenir la mobilité pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre, avec de nouvelles règles de coordination des systèmes de sécurité sociale afin de simplifier le détachement des salariés. Simplifier les procédures et investir notamment dans la recherche.

Mettre en place un système simple d'aide à la décarbonation des entreprises, en crédit d'impôt. Atteindre au moins 20 % des apprentis européens ayant effectué une mobilité européenne en 2035 dans le cadre du programme Erasmus+.

Stop ! Il ne faut pas les laisser faire.

NON à la politique du gouvernement Macron. NON à l'Europe capitaliste et nous combattons l'Union européenne. Aucune des listes présentes à ces élections ne vous appelle à lutter contre l'Europe capitaliste. Seule la liste présentée par le Parti Révolutionnaire Communistes appelle à lutter sans compromis contre cette Europe, car il ne peut pas y avoir d'issue à la situation que vivent les peuples aujourd'hui sous la domination capitaliste, notre liste appelle à lutter pour un changement fondamental, une lutte sans concession contre l'Europe capitaliste. C'est la lutte de classe qui fera avancer ces exigences et non des compromis avec le capital en Europe comme en France.

L'heure est à agir sans perdre de temps. C'est le combat que nous menons et que mène notre liste du Parti Révolutionnaire Communistes.

Où en sommes-nous par rapport à la constitution de la liste ?

Notre liste sera dirigée par nos camarades Olivier Terrien Aide-soignant et Martine Moreau employée. Elle sera à l'image de la France qui travaille. Nous atteindrons les 81 candidats nécessaires. Ce sont tous des femmes et des hommes engagés dans les luttes sociales et politiques. Ils proviennent de 6 régions - Pays de Loire, Normandie, Île-de-France, Haut de France, Nouvelle Occitanie et Rhône Alpes Auvergne, ce qui n'est pas rien en termes de représentativité des régions, nous devons encore faire un effort pour que tous les actes de candidatures soient dans nos mains avant le dépôt de la liste qui s'ouvrira le 6 mai. Avec notre liste nous mèneront la bataille politique sur la base de notre profession de foi : Celle pour un changement fondamental, une lutte sans concession contre l'Europe capitaliste.

Avant de terminer nous voulons attirer l'attention du BN sur la question des moyens du parti et en particulier de la question de la bataille financière. En premier lieu pour noter que malgré les difficultés administratives, nous avons repris la maîtrise de nos finances. Ensuite, nous devons avoir conscience que seul un renforcement significatif des adhésions et de la souscription sont de nature à nous donner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de nos tâches politiques. Notre engagement dans les luttes sociales, nos positions anti-impérialistes et anti-colonialistes et en particulier sur la Palestine nous donnent l'occasion d'être au contact d'une partie de la Jeunesse, celle la plus avancée politiquement et qui construit une conscience politique en rapport avec les événements. Cela nous amène à une présence plus grande et plus régulière en direction de ceux qui luttent et de la jeunesse en développant notre politique.